



Forum Régional

« Les Enjeux de la Décentralisation et de la Gouvernance locale :

La Place de la Femme »

Rapport narratif

Décembre 2016

Introduction

La décentralisation est au cœur du mouvement des réformes institutionnelles et de démocratisation qui ont cours sur le continent africain notamment dans la sous-région-ouest africaine. En effet, elle conditionne à la fois le développement local, la lutte contre la pauvreté, le rapprochement des services publics des citoyens, ainsi que celui de l'État des citoyens et la bonne gouvernance administrative.

Malheureusement, le constat est que les femmes qui représentent plus de cinquante pour cent de la population togolaise sont peu présentes dans les instances de prise de décision aussi bien nationales que municipales. Elles ont donc peu d'influence sur les décisions politiques qui touchent à leur vie quotidienne. La faible participation des femmes à la gouvernance locale ne permet donc pas un développement local et national sensible au genre.

Et pourtant, la participation des femmes à la gestion de la chose publique constitue non seulement un droit fondamental mais aussi un véritable enjeu de développement des communautés. C'est ainsi que des mesures sont prises en vue de la participation de la femme à la prise de décision. Au nombre des stratégies figure en premier place l'éducation et la formation des femmes. En effet, il est important d'outiller les femmes à s'investir dans la gouvernance au niveau local, national et régional.

C'est dans ce cadre que le GF2D a organisé en partenariat avec la Fondation Hanns Seidel, un forum régional de deux jours sur « **les Enjeux de la Décentralisation et de la Gouvernance locale : La Place de la Femme** » auquel prendront part des femmes de la sous-région ouest africaine (Togo, Bénin et Burkina Faso).

L'objectif principal du forum est de contribuer à une meilleure participation des femmes à la vie publique et politique aux niveaux local et national et international, et plus spécifiquement il s'agit de : (i) Faciliter des échanges d'expériences entre les femmes togolaises et celles des pays de la sous-région sur la participation de la femme à la gouvernance locale; (ii) Susciter davantage d'engagement politique de qualité chez les femmes de sorte à assurer leur pleine participation à la décentralisation et au développement local; (iii) Favoriser une prise de conscience collective sur les enjeux de la participation des femmes à travers des stratégies variées de communication.

Résumé synthétique

Palier à la faible représentativité des femmes dans les instances de prise de décision et préparer les femmes à s'investir dans le processus de décentralisation ainsi que dans la bonne gouvernance au Togo, telle est le but visé par le Groupe de réflexion et d'action Femmes, Démocratie et Développement (GF2D) qui a organisé les 13 et 14 décembre 2016 en partenariat avec la Fondation Hanns Seidel, un forum régional sur « les Enjeux de la Décentralisation et de la Gouvernance locale : La Place de la Femme ».

Quatre vingt (80) 80 femmes provenant de 14 partis politiques, 15 associations, 4 ministères, 4 institutions ont pris part a ce forum qui a été un cadre d'échanges entre les participantes togolaises et leurs consœurs du Bénin et du Burkina-Faso. Du Bénin on note la présence de deux femmes politiques : l'Adjointe au Maire, ancienne Maire de Kétou et Présidente de l'Union des femmes Elues conseillère Communale du Bénin, Mme SESSINOU Lucie, une Elue locale, Chef d'arrondissement d'Allada, Enseignante de carrière, Mme ASSOGBA Edith, et une femme de la société civile, Mme IDOHOU Léontine, Présidente de la Plateforme d'Action de Société civile du Bénin, vice présidente de MAEP et Présidente de RIFONGA, une ONG qui œuvre entre autres dans le mentoring des potentielles candidates. Du Burkina Faso étaient attendus deux femmes mais seule, Mamata TIENDREBEOGO, une femme politique a pu être présent. Le Forum salue le courage et la détermination de Wandaogo Aminata, député au Burkina-Faso qui malgré toute sa bonne volonté n'a pas pu arriver au forum. Parmi les participantes togolaises, il importe de signaler la présence active de quatre (4) anciennes ministres et députés entre autre de Mme Mensah ATOEME Christine, Ancienne Ministre, ancienne Député, première femme Présidente de la Commission des lois et la participation de Mmes AITHNARD Ahlonkoba, De SOUZA WILSON Bernadina, ADJAMAGBO-JOHNSON Kafui, mais aussi le passage et la brève mais significative contribution du Secrétaire Général du Gouvernement durant le forum.

Les Partages d'expérience ont mis en exergue les bonnes pratiques en matière de participation et d'implication des femmes à la décentralisation et à la gouvernance locale, les contraintes et les difficultés visibles et cachées qui freinent l'engagement des femmes sur la scène politique ainsi que des stratégies pour la pleine implication des femmes dans la décentralisation et la gouvernance locale.

Entre autres bonnes pratiques relevées, on note la participation active d'Edith ASSOGBA aux activités communautaires et à ceux de son parti politique au Bénin, l'initiation d'actions en faveur des populations (cas de Mme Christine MENSAH ATOEME), la contribution financière des femmes au développement des activités communautaires et au fonctionnement des partis politiques comme c'est le cas de Madame TIENDREBEOGO Mamata au Burkina-Faso, l'établissement de partenariat stratégique avec différents acteurs comme c'est le cas de Mme SESSINOU Lucie au Bénin, les actions des femmes élues locales du Bénin pour un développement inclusif de leurs communes, le mentoring des candidates potentielles par le RIFONGA et l'Union des Femmes Elues Conseillères Communales du Bénin.

Parmi les contraintes et les difficultés qui freinent l'engagement des femmes sur la scène politique, on relève celles souvent évoquées telles : le faible niveau de connaissance politique des femmes, le regard négative de la société sur l'engagement politique de la femme, la réticence des partis politiques à positionner les femmes pour les élections, mais celles souvent cachées et subtiles comme : les coups bas, le manque de solidarité entre les femmes, la manipulation, le trafic d'influence, les menaces et intimidations. Une belle illustration de ces pratiques a été donnée par une des participantes du Bénin à travers sa malheureuse expérience vécue au sein d'un parti politique où ses consœurs militantes manipulées et corrompues par les hommes l'ont hué parce qu'elle a voulu se positionner comme candidate à une élection au Bénin.

Comme stratégies identifiées, figurent en bonnes places, les renforcements de capacités, les plaidoyers, le recrutement des jeunes filles dans les formations politiques, la participation active des femmes potentielles candidates aux actions communautaires pour se faire aimer et apprécier des populations, la participation active des femmes aux activités de leurs partis politiques, la culture de la solidarité entre les femmes à travers le réseautage, etc.

Au terme des échanges, il est clairement apparu que l'organisation des élections locales est une opportunité pour le positionnement des femmes comme actrices de la décentralisation et de la gouvernance locale. Il importe à cet effet de faire des plaidoyers pour l'adoption de mesures qui assureront la parité dans les candidatures. Pour la pérennisation de la lutte pour la participation de la femme à la chose publique, un renforcement de capacités des jeunes filles pour le leadership politique de la femme doit être l'une des priorités de l'heure.

I. Déroulement de l'activité

Le forum régional sur les enjeux de la décentralisation et de la gouvernance locale a connu trois grands moments : la cérémonie d'ouverture, les panels et la cérémonie de clôture marquée par des recommandations formulées par les participantes et regroupées dans une déclaration du forum à l'endroit des autorités nationales.

II.1 La Cérémonie d'ouverture

Elle a été marquée par différentes allocutions : le mot de bienvenue de la Secrétaire Générale du GF2D, le discours de circonstance de la Coordinatrice sous-régionale de la Fondation Hans Seidel et le discours d'ouverture du Représentant du Ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales.

Dans son mot de bienvenue, la Secrétaire Générale du GF2D, Mme Lonlonko A. GBADEGBEGNON, après avoir souhaité une cordiale bienvenue aux participants, a rappelé la mission principale du GF2D qui est de faire prendre conscience aux femmes de leurs droits en tant qu'être humain et de la nécessité d'en jouir au même titre que les hommes. Elle s'est ensuite réjouie de la présence de certaines femmes à des postes de décision clés en Afrique. Elle a ensuite félicité le Togo pour son engagement en faveur de l'émergence des femmes dans les affaires publiques et politiques. Elle a continué son allocution en faisant l'historique du partenariat entre le GF2D et la fondation Hanns Seidel dont l'une des initiatives est l'académie de formation des femmes et des jeunes filles en leadership politique dans le cadre duquel est organisé le forum régional des femmes sur « les enjeux de la décentralisation et la gouvernance locale : la place de la femme ». Elle a fini son allocution en remerciant les partenaires techniques et financiers qui accompagnent le GF2D tout en souhaitant un plein succès aux travaux.

Mme Aridja FRANCK, la Coordinatrice sous-régionale de la Fondation Hans Seidel, est intervenue après la Secrétaire Générale du GF2D. Dans son discours de circonstance, elle s'est réjouie de la présence des femmes potentielles candidates au forum et a vivement remercié les autorités togolaises pour leur engagement pour l'effectivité de la décentralisation au Togo. Elle a rappelé l'objectif du forum et fait un bref aperçu sur l'atelier national sur la décentralisation organisé par le Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, du 06 au 08 décembre 2016 autour du thème « Décentralisation, facteur d'ancrage à la démocratie et au développement ». Selon elle, les femmes togolaises qui

représentent plus de 52% de la population, ne doivent pas être en marge du développement de leur pays. Il est donc nécessaire d'établir une synergie d'actions pour un meilleur partage d'expériences avec toutes les parties prenantes et l'implication effective des femmes en politique.

Le discours d'ouverture du forum a été fait par Monsieur TOUH, Directeur de la Décentralisation, représentant le Ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales. Dans son discours, il relevé l'importance que revêt la participation équitable des hommes et des femmes à la vie publique et politique au Togo. Il a ensuite fait le constat de la faible présence des femmes dans les instances décisionnelles et de la nécessité de mettre en œuvre des stratégies pour l'amélioration de la situation. Selon lui, le forum sur « les enjeux de la décentralisation et la gouvernance locale : la place de la femme » est l'une de ces stratégies en ce sens qu'il permettra aux femmes togolaises d'apprendre des expériences de leurs consœurs de la sous-région. Après avoir félicité le GF2D et la Fondation Hanns Seidel pour cette initiative auquel adhère son ministère, il a déclaré ouvert le forum.

II.2. Les travaux du forum

Les travaux proprement dit du forum ont consisté en des échanges sous forme de communication et panels thématiques suivi de débats comme suit : (i) Introduction générale sur la gouvernance locale et la décentralisation, (ii) Panel 1: Femme et la décentralisation : défis et opportunité, (iii) Panel 2 : Femme et la gouvernance locale, (iv) Panel 3: Partage d'expérience, (v) Panel 4 : Mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des actions communautaires, (vi) Débat Générale sur « les enjeux de la décentralisation et de la gouvernance locale : la place de la femme » et recommandations pour une meilleure implication des femmes dans la décentralisation et la gouvernance locale.

✚ Introduction inaugurale sur la gouvernance locale et la décentralisation

M. Cyrille KOMLAN, Consultant en Droits de la femme dans cette introduction inaugurale, a, après avoir défini la décentralisation et fait la distinction entre la décentralisation territoriale et la décentralisation fonctionnelle ou technique, parlé des deux principes sur lequel repose la décentralisation que sont l'autonomie et la libre administration. Le principe d'autonomie inclut l'autonomie juridique,

organique et fonctionnelle. Il a ensuite parlé des contraintes, des risques et des défis liés à la décentralisation. Pour conclure, M. Cyrille KOMLAN a placé la rencontre dans son contexte en spécifiant les objectifs poursuivis. Pour lui, il s'agira d'identifier la place que ce cadre de développement offre aux femmes, les dispositions légales existantes, les contraintes cachées, perverses et subtiles qui freinent, bloquent ou entravent le parcours des femmes dans le jeu de la décentralisation en tant qu'actrices politiques ou en tant que citoyennes et de formuler à l'endroit des autorités gouvernementales, des recommandations utiles pour favoriser une meilleure participation des femmes aux processus de décentralisation.

Panel 1 : Femme et décentralisation : Défis et opportunités

Animée par Mme TIENDREBEOGO Mamata, femme politique du Burkina Faso, sous la modération de M. KOMLAN Cyrille, ce panel a mis en exergue le rôle de choix des femmes burkinabé dans les moments historiques de la vie politique au Burkina.

Selon Mme TIENDREBEOGO Mamata, le concept de la décentralisation introduit dans la Constitution burkinabé en 1992, existait au Burkina-Faso depuis l'époque de l'empire Mossi et des rôles de choix étaient déjà confiés aux femmes à cette époque là. Dans sa présentation, elle a mis en exergue le rôle des femmes burkinabé dans l'insurrection populaire qui a eu lieu au Burkina-Faso en 2015. Elle a aussi mis en exergue, les qualités qui font de la femme, une actrice de choix en matière de développement communautaire notamment ses compétences en mobilisation de ressources, en création et maintien des relations, en animation et conciliation, ses rôles de reproduction. Elle a ensuite relevé les défis, les contraintes et les obstacles auxquels les femmes sont confrontées dans la sphère politique. Il s'agit entre autres des discriminations, du manque de confiance en leurs capacités de leadership, des coups bas, du faible niveau d'instruction des femmes, des limites législatives, du manque de soutien, des défaillances liées au système électoral. Pour finir, elle a partagé avec l'assistance, les opportunités qui s'offrent aux femmes qui se hissent dans la sphère politique. Il s'agit entre autres de la possibilité pour les femmes d'exprimer leurs opinions et leurs besoins, de contribuer au développement et de participer à la gouvernance. Tout au long de cette présentation, Madame TIENDREBEOGO Mamata a eu à étayer ses propos avec son expérience personnelle.

Les idées clés qui ont animé le débat de ce panel et marqué l'intérêt des participantes ont porté sur :-

- la décentralisation au sein des Etats fédéraux
- le financement des activités politiques de la femme
- la vulnérabilité de la femme en politique
- la question du quota pour favoriser l'élection des femmes
- Le rôle des femmes dans le l'insurrection populaire au Burkina-Faso
- les causes de l'échec d'Hillary CLINTON aux élections présidentielles

En guise de recommandations, Mme TIENDRABEOGO a insisté sur la nécessité d'encourager la participation des jeunes filles à la gestion de la chose publique, la nécessité de responsabiliser les femmes et de les associer aux prises de décision au sein des partis politiques, ainsi que de les positionner en bonne place sur les listes électorales.

✚ Panel 2 : Femme et gouvernance locale

Ce panel a été animé par Mme SESSINOU Lucie, Adjointe au Maire de Kétou, ancienne Maire de Kétou et Vice-Présidente de l'Union des Femmes Elues Conseillères Communales du Bénin, et Mme AGUEY Michèle, consultante en droit de la femme.

Mme SESSINOU Lucie s'est focalisée sur la participation de la femme politique à la gouvernance locale. Son intervention basée sur son expérience personnelle, a porté sur son parcours d'élue locale notamment les actions qu'elle a menées et qui ont participé à la gouvernance locale dans sa commune. Elle a évoqué le découpage territorial au Bénin et les particularités de sa commune, composée de 150 000 habitants avec une forte présence de la tradition pas très favorable à l'évolution publique de la femme. Elle a partagé avec l'assistance les circonstances de son accession au poste de maire dans la commune de Kétou au Bénin, ses stratégies ainsi que les actions communautaires qui lui ont valu la confiance de la population ainsi que le prix de la bonne gouvernance reçu par la commune de Kétou 4 ans après son élection à la tête de ladite commune. . Entre autres stratégies qu'elle a utilisé pour réussir, elle a évoqué la bonne collaboration avec le roi de Kétou, des partenariats internes et externes noués pour sa commune. Parmi les actions

communautaires, réalisées elle a noté l'organisation des femmes pour la salubrité de la ville, l'offre de formations manuelles gratuites aux femmes et filles désœuvrées, la facilitation de la délivrance de certificats de naissance et de pièces d'identité à la population, l'organisation de forums et de conférences itinérantes pour éduquer les populations notamment les jeunes filles sur la citoyenneté, et le coaching pour les futures candidates. Madame SESSINOU a produit une plaquette ayant pour titre « le combat d'une élue locale » qui présente son expérience de femme élue locale. Elle.

La deuxième intervention du panel a été faite par Mme Michèle AGUEY, spécialiste en genre et droit de la femme Et membre du GF2D a porté sur la participation de la société civile à la gouvernance locale. Mme AGUEY après avoir défini la notion de gouvernance locale, a parlé des acteurs qui interviennent dans ce domaine. Elle a ensuite mis l'accent sur le rôle de la société civile qui consiste à veiller à ce que les principes de la gouvernance soient respectés au niveau local. Ces principes sont la primauté du droit, la participation des populations, la transparence et le partage des informations, l'efficacité des actions menées par les autorités locales, l'obligation de rendre compte. Elle a étayé sa présentation avec des exemples sur les actions menées par le GF2D et autres organisations de la société civile pour le respect de chaque principe.

Les points essentiels des débats qui ont suivi les présentations de ce panel ont porté sur :

- les stratégies à adopter pour avoir un nombre satisfaisant de femmes dans les conseils municipaux
- la carrière politique des femmes
- la conciliation de la vie familiale avec la vie politique
- l'impact de la religion sur la participation politique de la femme
- le contrôle citoyen
- les stratégies pour parvenir à la parité au Togo

Les principales recommandations issues de ce panel :

Pour les femmes politiques Mme SESSINOU a recommandé et encouragé les femmes participantes au forum à mener des actions communautaires pour se faire connaître des populations et pour gagner leur confiance.

Pour la Société civile Mme AGUEY a recommandé aux organisations de la société civile d'organiser des programmes de renforcement de capacités de leurs membres et des populations sur la gouvernance locale, de travailler en

synergie pour le contrôle citoyen et de faire des plaidoyers pour la parité dans les instances de prise de décision.

✚ Panel 3 : Partage d'expériences

Ce panel a été animé par Mme Christine MENSAH ATOEMNE, ancienne ministre et député au Togo et Mme Edith ASSOGBA, élue locale, chef de l'arrondissement d'Allada au Bénin.

Selon Mme Christine MENSAH ATOEMNE, « la femme est née politique et diplomate ». Dans sa présentation, elle a relevé le fait qu'elle était au départ membre de la société civile notamment syndicaliste, membre de l'Union Chrétienne des Femmes (UCF/YWCA) et parajuriste formée par le GF2D. En 1992, elle a activement pris part à la Conférence nationale souveraine en tant que déléguée des organisations des femmes où elle a eu à mener des actions pour que plus de femmes y soient invitées en qualité d'observatrices. Elle a eu à mener des actions à l'endroit des femmes commerçantes. Elle a participé à des assises régionales pour l'enracinement de la démocratie en Afrique qui se sont tenues à Ouidah en 2004. De 2004-2005, elle a été secrétaire générale de la Confédération des Syndicats des Travailleurs du Togo. En tant que telle, elle a eu à mener plusieurs actions qui lui ont valu d'être remarqué par le chef du gouvernement. C'est ainsi qu'elle est rentrée au gouvernement en 2005. Durant son mandat de ministre, elle a eu à se pencher sur plusieurs dossiers dont le cas des retraités. Elle a notamment produit un bréviaire sur « le fonctionnaire du début à la fin de sa carrière ». En 2007, elle rentrait à l'Assemblée Nationale où elle a été désignée pour être à la tête de la Commission des droits de l'Homme. Elle y a marqué son passage en initiant « une loi contre les violences faites aux femmes » après avoir organisé en 2009, des consultations populaires sur les violences faites aux femmes. Malheureusement cette proposition de loi dont l'élaboration a été financée par l'Union interparlementaire de l'Union européenne n'a pas été adoptée par l'Assemblée Nationale togolaise. Toutefois, une portion du texte a été prise en compte dans le code pénal adopté en 2015. Depuis lors, l'Union interparlementaire la sollicite pour parler de cette loi dans d'autres pays africains. Durant son mandat, elle a eu aussi à mener des actions en faveur de la délivrance des pièces d'identité et des actes de naissance aux populations ainsi que pour lutter contre la traite des enfants. Pour conclure, elle a invité les participantes à rester fidèles à leurs visions et à avoir de la

détermination pour mener à bien leurs combats. Son combat à elle, est pour le respect des droits des femmes.

Mme Edith ASSOGBA, Enseignante de carrière, elle avait l'habitude d'assister les enfants décrocheurs à l'école en particulier. Suite à des formations qu'elle a reçues de RIFONGA-BENIN, elle a décidé de militer dans un parti politique où elle prenait ses dispositions pour prendre activement part à toutes les activités à la différence des autres femmes. C'est ainsi qu'elle a été positionnée en tête de liste en 2008 avec le soutien des femmes membres de son parti. Une fois membre du conseil municipal, elle a eu à organiser les femmes de sa localité en associations, offre des formations sur différents métiers aux femmes pour leur autonomisation, négocie des crédits pour les femmes démunies auprès des microfinances, organise régulièrement des rencontres de concertation avec non seulement les femmes mais aussi les hommes et les jeunes pour prendre en compte les besoins de chaque groupe social. Elle a remporté en 2008, les élections dans 10 villages sur les 13 villages que compte son arrondissement. Pour finir, elle a invité les femmes politiques à s'armer de courage et de détermination.

Le débat qui a suivi ces présentations, a tourné autour des points suivants : (i) - la parité dans les instances de prise de décision ; (ii) la mobilisation des jeunes filles pour assurer la relève des femmes en politique ; (iii) la solidarité des femmes pour soutenir les candidatures féminines ; (iv) les stratégies pour faciliter l'élection des femmes aux communales.

Pendant les échanges qui ont suivi ces partages, Madame IDOHOU Léontine a partagé son expérience malheureuse au sein d'un parti politique où des militantes manipulées et corrompues l'ont hué parce qu'elle a voulu se positionner comme candidate à une élection au Bénin.

Les principales recommandations du Panel ont trait à la nécessité pour les femmes de se former, d'être et de rester fidèles à leur vision, et de s'armer de courage et de détermination.

✚ Panel 4 : Mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des actions communautaires

Ce panel a été animé par Mme Djima Léontine KONOU- IDOHOU, Vice-présidente de la Commission Nationale de Gouvernance du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP), Vice- Présidente du PASCIB (Plateforme d'Action de la Société Civile Béninoise), et Mme Kafui KUWONU, chargé de programme en chef au bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest de WILDAF.

Après avoir défini le concept de mobilisation des ressources qui selon elle va au-delà de la levée de fonds, Mme Léontine IDOHOU a parlé des trois types de ressources que sont les ressources financières, les ressources matérielles et les ressources humaines. Elle a mis l'accent sur l'importance des ressources humaines notamment la nécessité de valoriser les compétences et de motiver le personnel. Elle a aussi parlé de la nécessité pour les communes de compter non seulement sur des ressources extérieures mais surtout sur les ressources locales qui peuvent provenir de contributions du secteur privé, de création de petites entreprises et de la collecte des taxes locales. La mobilisation des ressources doit être basée sur un plan d'action stratégique fiable et réaliste qui répond à quatre questions : mobiliser quoi, qui mobiliser, quand mobiliser et comment mobiliser. Elle doit aussi suivre certains principes importants que sont : coordination, leadership, concertation, suivi et évaluation.

En termes de perspectives, elle a proposé des programmes de formation pour les élus locaux, un contrôle citoyen pour lutter contre la corruption, promouvoir la culture de la recevabilité chez soi-même, les citoyens et les autorités, promouvoir le développement inclusif.

La présentation de Mme Kafui Kuwonu, a porté sur un exemple de projet de mobilisation communautaire en vue de la gouvernance locale. Selon elle, les décisions des pouvoirs publics et des opérateurs privés peuvent affecter négativement la satisfaction des besoins essentiels des populations dont ceux des femmes. Ainsi, face aux contraintes qu'évoquent les décideurs pour ne pas prendre en compte les priorités des femmes, seule une mobilisation des femmes peut les amener à redéfinir les priorités. Le projet dont elle a partagé les résultats avec les participantes, a selon elle, contribué à la participation effective des femmes à la gouvernance locale en les amenant à s'organiser pour des plaidoyers qui ont abouti à des prises en compte de leurs besoins dans la planification des budgets communaux.

la mobilisation des fonds pour entrer en politique: avant et après l'élection comme élue locale, la mobilisation des partenaires locaux pour des actions communautaires, le financement des communes, les taxes locales, ont été les maitres mots des discussions au cours du débat qui a suivi ce quatrième panel.

Les principales leçons et recommandations tirées de ce panel peuvent se résumer comme suit :

- ***face aux contraintes qu'évoquent les décideurs pour ne pas prendre en compte les priorités des femmes, seule une mobilisation des femmes peut les amener à redéfinir les priorités.***
- ***La mobilisation des ressources doit être basée sur un plan d'action stratégique fiable et réaliste. Elle doit aussi suivre certains principes importants que sont : coordination, leadership, concertation, suivi et évaluation.***
- ***l'importance des ressources humaines notamment la nécessité de la valoriser leurs compétences et de leur motivation.***

✚ Le débat général suivi de recommandations

Pour clore les travaux de l'atelier, un débat général a été mené sous la modération de M. Manaf ALPHA-BOUKARI qui a débouché sur une liste de recommandations regroupées sous la forme d'une déclaration du forum jointe en annexe au présent rapport.

✚ La clôture du forum

Le forum a pris fin avec un mot de clôture de la Secrétaire général du GF2D. Dans son allocution, elle a remercié les participantes et félicité les panélistes pour la qualité des échanges. Selon ses mots, il y a encore un long chemin à parcourir mais il faut rester motivé, mobilisé et surtout préparer la relève. Le travail va se faire avec la collaboration de tous les acteurs et il revient aux femmes même de prendre en main leur propre destin et de se mettre au travail pour faire reconnaître leurs droits en s'impliquant davantage en politique à partir de la base. Les femmes doivent se faire connaître des populations et acquérir leur confiance. Il faudra retenir qu'il faut du courage, de la détermination, un plan de carrière et surtout une vision pour guider l'engagement politique de la femme. Comme dernier mot, elle

a invité les femmes à se mettre au travail dès maintenant pour relever le défi de leur présence massive dans la gouvernance locale.

Les participantes ont à leur tour remercié le GF2D et la fondation Hanns Seidel pour l'initiative du forum.

II. Évaluation du forum

L'évaluation des activités du forum par les participantes a donné les résultats ci-après.

60,37% des participantes ont estimé que les objectifs du forum ont été complètement atteints. Pour 30,19% des participantes, les objectifs du forum ont été moyennement atteints, tandis que 5,66% des participantes ont estimé que les objectifs du forum n'ont pas été atteints. Des participantes ont déploré le fait que le temps accordé aux débats soit assez court.

100% des participants ont trouvé le contenu des panels pertinent. Toutefois, 15,09% des participantes ont estimé que leurs attentes n'ont pas été comblées.

Le panel qui a le plus intéressé la majorité des participantes est celui sur le partage d'expériences, suivi en deuxième lieu par le panel sur la décentralisation. Le panel sur la mobilisation des fonds en troisième position et celle sur la gouvernance locale en quatrième position.

III. Les résultats du forum

Quatre vingt (80) personnes dont le Secrétaire Général du gouvernement, le Directeur de la décentralisation, 4 anciennes ministres et députées, des représentants de 5 partenaires techniques et financiers (Fondation Hanns Seidel, UE, PNUD, GIZ/PRADEB, Ambassade des USA) ont été présent à la cérémonie d'ouverture et quelques unes des autorités ont pris partiellement au forum.

Les représentantes de 14 partis politiques, 15 associations, 4 ministères, 4 institutions ainsi que 3 panélistes sont venues du Bénin et une panéliste du Burkina-Faso ont participé au forum.

Les participantes ont à travers les échanges ont mieux perçu les obstacles à la participation politique de la femme ainsi que les stratégies pour venir à bout de ces obstacles.

Les participantes dans leur grande majorité, se sont estimées assez motivées pour s'impliquer dans la gouvernance locale et la décentralisation.

La déclaration des femmes pour une meilleure implication des femmes dans la décentralisation et la gouvernance locale a été adoptée à l'issue du forum servira d'outil de plaidoyer auprès des autorités nationales.

IV. Difficultés rencontrées et recommandations

Les difficultés rencontrées sont principalement liées à la disponibilité des autorités nationales à présider l'ouverture du forum et au remplacement des panélistes qui ont été indisposées au dernier moment.

Comme recommandations, nous retenons qu'il faut choisir une période propice où il y a moins d'activités d'envergure nationale pour l'organisation des prochaines éditions du forum. Il faudra aussi accorder plus de temps aux débats pendant le forum.

V. Les perspectives

En perspective il faut des actions de formation et de sensibilisation généralisées pour un changement de mentalité et de comportement par rapport à la participation politique de la femme, chez la femme elle-même et chez l'ensemble des citoyens. Il est également important de susciter l'engagement politique chez les jeunes filles en les préparant pour leur participation à la gestion de la chose publique. A cet effet, le GF2D et son partenaire, la fondation Hanns Seidel doivent penser à un programme d'incubation politique de jeunes filles en vue de leur intégration sur la scène politique.

CONCLUSION

Au-delà d'être une question de droit et de justice, la participation de la femme à la gestion de la chose publique est un enjeu de développement dans notre pays. Il est donc nécessaire d'œuvrer pour que l'implication des femmes dans les sphères décisionnelles du Togo soit une réalité à tous les niveaux.

A cet effet, le forum a grandement contribué à renforcer la confiance des femmes présentes en elles-mêmes et surtout en leurs capacités à gravir les échelons au sein des partis politiques et à briguer des mandats électifs.